

François Ascher, *L'âge des métapoles*, édition de l'Aube, Paris, 2009.

De la ville à la métropole

Alain Touraine et Antony Giddens, parmi d'autres, ont développé ces dernières années des réflexions très stimulantes pour problématiser l'évolution des villes contemporaines après plusieurs phases, entre autre celle de la révolution industrielle qui correspondrait à la modernité des villes. Face à la thématique très variée et très hétérogène de la post-modernité, ils développent au contraire des hypothèses sur une nouvelle «étape» de la modernité (« troisième modernité», «basse modernité», «sur-modernité», «modernité avancée »). La ville ne disparaît pas, elle change.

Vers des villes de la modernité avancée ?

Les villes avaient connu avec la Renaissance et le début des Temps modernes une première révolution (de la «Haute Modernité»). Elles ont connu ensuite une seconde révolution moderne (de la «Seconde Modernité») avec la révolution industrielle.

Une évolution générale mais qui se fait à des rythmes différents : des pays comme l'Allemagne ou l'Angleterre se sont urbanisés beaucoup plus tôt dès la fin du XVIIIe-XIXe, à l'époque du tramway, engendrant des urbanisations plus compactes dans des zones déjà plus denses à l'origine. L'apogée de cette ville de la seconde modernité a probablement été atteint en Europe dans les années soixante, soixante-dix.

La révolution informationnelle actuelle amènerait une troisième révolution urbaine

Les NTIC ont pris une place considérable dans la plupart des activités économiques et participent au processus de globalisation. Elles modifient le cadre de penser, d'agir et de vivre des sociétés occidentales accroissant la métropolisation, l'individualisation des espaces temps et mettant en place des solidarités moins organiques et plus réflexives.

La métropolisation

On peut la définir simplement comme la continuation de la division du travail et de la concentration des richesses humaines et matérielles dans les villes les plus importantes.

La métropolisation et la globalisation induisent un processus double d'homogénéisation et de différenciation : homogénéisation parce que l'on tend à retrouver les mêmes acteurs économiques ou le même type d'acteurs économiques dans tous les pays et dans toutes les villes importantes ; différenciation parce que ces acteurs sont d'autant plus performants qu'ils sont capables de s'adapter aux circonstances locales et du moment.

D'une certaine manière, les sociétés locales peuvent, en affirmant leurs spécificités de façon non réactionnaire mais positive, «créoliser» les dynamiques globalisantes.

Alexandre.duchesne@efiriyad.com

La métropolisation débouche sur un changement d'échelle de la ville urbaine et sur l'émergence d'un nouvel ensemble que Ascher nomme, dès 1995, **métapole**. Les villes se distendent, se morcellent, se polynucléarisent. Même les campagnes s'urbanisent et adhèrent à cette « **culture métapole** », utilisant la ville, partageant ses valeurs, en devenant aussi bien partagées des citoyens.

La métropolisation.

Le développement des métropoles, qui modifie en profondeur la structuration du territoire, fait apparaître tendanciellement deux types majeurs d'espaces :

- ceux qui sont «métropolisés», c'est-à-dire ceux qui, urbains ou ruraux, denses ou épars, sont dans des zones urbanisées importantes, disposent de qualifications élevées, sont connectés aux marchés mondiaux et aux réseaux internationaux ;
- et par ailleurs les espaces qui ne sont pas métropolisés et dont l'avenir ne peut être fondé sur leurs performances dans le cadre de la production mondialisée.

Cette dualisation est plutôt tendancielle. Elle n'instaure pas un territoire à deux vitesses, mais définit des perspectives différentes pour les divers territoires. Cela interroge donc l'idée d'un aménagement du territoire basé sur le principe **d'égalité territoriale**.

Il serait préférable de parler dans l'avenir **d'équité territoriale**, c'est faire ce qui est juste et possible pour un territoire. L'équité ne se décrète pas ; elle se normalise mal ; en revanche, elle se délibère, se négocie.

A l'échelle locale, le quartier aussi change de nature et devient avant tout le lieu de l'habitant alors qu'il était auparavant un territoire de proximité multifonctionnel complexe. L'évolution actuelle entraîne une multiplication des centralités. Toutefois, contrairement aux thèses de certains (Paul Virilio, Marc Augé, Françoise Choay, A.Toffler) on n'observe pas aujourd'hui de remise en cause de la concentration métropolitaine, il n'y a pas de fin des villes. Toutefois, les territoires de chacun se font **réticulaires** et non plus **aréolaires**, **discontinus** et non plus **continus**.

Le fonctionnement des villes change avec l'importance des mobilités qui deviennent le 1^{er} élément d'analyse du fait urbain (**«système BIP»** pour Biens, Personnes et Informations).

Le développement des médias et des systèmes ne nécessitant plus la coprésence à paradoxalement renforcer ce qui ne se médiatise pas et nécessite cette **co-présence**, citons par exemple les festivals, concerts et activités sportives. Il y a une croissance des mobilités liées aux rencontres familiales et amicales qui ne se font plus dans le quartier. Nous n'allons donc pas vers une ville plus virtuelle mais vers une ville à la fois télécommunicante, sensible et faite d'évènements exigeant la co-présence.

L'autonomie croissante des individus

Les espaces-temps se sont individualisés (smart phone, internet...) et cette individualisation entraîne des différenciations importantes des modes de vie tendant à singulariser l'existence de chacun. Le citoyen d'aujourd'hui est multi-appartenant, « **homme pluriel** » (Lahire, 1998).

De nouvelles régulations urbaines, individuelles et collectives

Mais cette maîtrise individuelle relative des espaces-temps de la ville nécessite de nouveaux modes collectifs de régulation. Ces évolutions obligent les pouvoirs publics à reconsidérer la conception des services publics urbains. Cela entraîne la crise de la conception égalitariste et fordiste d'un service de masse identique pour tous comme les transports collectifs traditionnels. Ces derniers ne sont pas toujours adaptés à des déplacements de plus en plus diversifiés dans des territoires peu denses et de moins en moins radioconcentriques.

La formation d'une troisième solidarité, la solidarité réflexive

Les solidarités sociales dans la société urbaine de la modernité avancée sont donc nécessairement de nature différente de celles de la modernité industrielle, car fondées sur d'autres types de liens sociaux.

Le fondement de cette solidarité est la conscience d'intérêts communs, on qualifie cette solidarité de « réflexive » car elle résulte de l'examen et de la révision constante des pratiques sociales par les individus à la lumière de leurs intérêts, dans une perspective donc rationnelle.

Il y aurait donc une 3^{ème} étape en cours actuellement après les solidarités définies par Durkheim, la mécanique et l'organique. Pour rappel, Durkheim imagine des sociétés traditionnelles très homogènes où règne une solidarité *mécanique*. Il y voit des hommes dotés d'une faible individualité et soumis à des règles et des normes contraignantes. Plus la modernité progresse, plus la division du travail se développe, plus les sociétés se complexifient. La routine et les règles prescrites ne suffisent plus à adapter l'individu aux situations variées d'une société moderne.

Ainsi, la **société organique** remplace la **société mécanique**. Cette forme de solidarité dite organique permet à l'individu d'acquérir une capacité d'interprétation du rôle social, pour s'adapter aux situations en faisant preuve d'autonomie. « La solidarité vient du dedans et non du dehors » ; le groupe socialise, normalise et régularise. Aujourd'hui, une nouvelle étape serait en cours amenant **une société réflexive** où la constitution du groupe se fait sur la connaissance d'intérêt commun, elle s'appuie donc sur des formes réticulaires.

Société du risque et institutions de confiance

Cette solidarité réflexive est également corrélée avec la montée de ce qu'Ulrich Beck a qualifié de « **société du risque** » (Beck, 1986-1992). La montée des incertitudes est en effet un phénomène central, dans la société réflexive, de la modernité avancée.

Les rapports des individus, des organisations et des institutions à la connaissance et à l'information interagissent ainsi avec leur recherche de la maîtrise de leurs espaces-temps, présents et à venir. Cette montée des risques individuels et collectifs tend à échapper au contrôle des institutions et à la protection de la société industrielle.

C'est là un des défis majeurs pour ceux qui aujourd'hui conçoivent, fabriquent et gèrent les villes. La ville a toujours été à la fois propice aux libertés individuelles (« *Stadt Luft macht frei* ») et à l'insécurité ; l'enjeu d'une nouvelle civilisation urbaine est peut-être de trouver de nouvelles façons de gérer ces contradictions, et plus largement de trouver des modalités nouvelles de maîtrise démocratiques de ces évolutions lourdes et encore inachevées que sont la division du travail et l'urbanisation, l'individuation et la socialisation, la rationalisation et la montée des risques.

La ville d'aujourd'hui : l'importance des classes créatives

Il y a le *hard* de la ville, que l'on voit, touche, mais il y a aussi le *soft*, l'invisible, l'esprit de la ville souvent synonyme de liberté, d'innovation et de création. La ville est depuis toujours l'espace de la création, le lieu des rencontres non programmées qui sont au cœur du **capital cognitif** aujourd'hui si important dans le processus de métropolisation.

Dès le Moyen-âge, la ville est le lieu où le servage ne s'applique pas ou chacun est un étranger pour celui qu'il croise ce qui donne naissance aux deux esprits/discours de la ville, celui de la liberté (+) et celui du danger (-). La ville est l'espace propice à ceux voulant s'émanciper des tutelles et des routines. Il y a donc une aptitude des citoyens à l'innovation, à l'invention et au changement.

L'air de la ville rend créatif et attire ceux que Richard Florida appelle les membres de la nouvelle **classe créative**. La notion de classe créative est intéressante même si floue d'un point de vue sociologique. Elle est un groupe social hétérogène du point de vue des métiers mais homogène dans le type de rapport que ces membres entretiennent envers la connaissance, la culture et certaines valeurs. David Brooks avait qualifié ce groupe de « **bobos** », bourgeois-bohèmes. C'est cette classe qui est aujourd'hui une des ressources clés du développement économique et au cœur du processus de métropolisation. Attirer cette classe, c'est métropoliser une ville.

Londres dans la concurrence interurbaine actuelle, est le meilleur exemple de métropole ayant su capter ces personnes, jeunes, qualifiées, ambitieuses mais pas conformistes, opportunistes. S'en suit un processus de **gentrification** des centres anciens qui enclenchent des dynamiques urbaines nouvelles.

Le risque est que, dans le même temps, les villes oublient les catégories sociales modestes et ce d'autant plus qu'elles ont moins besoin d'emplois peu qualifiés. Ainsi, Londres attire peut-être les jeunes créatifs, mais concentre aussi dans ses quartiers immigrés une misère gigantesque.

La ville comme capital social et comme condition de la sérendipité

La supériorité de la ville tient au potentiel d'interactions qu'elle offre et que l'économie a su mettre à profit pour le développement de la division du travail. En réunissant en un même lieu un grand nombre de gens et d'activités, la ville est en effet capable de mettre à profit ou de susciter toutes sortes de différences. Potentiel accru par les NTIC. De plus, les télécommunications ont ceci de paradoxal qu'elles banalisent ce qui se télécommunique et donnent plus de valeur économique et symbolique à tout ce qui ne se télécommunique pas : à ce qui se touche, se sent, se goûte, se passe en direct, en face-à-face, dans l'être ensemble... Ce potentiel d'interaction urbain nécessite des lieux, ceux de la ville hard, mais aussi des atmosphères et des ambiances, et se concrétise dans toutes sortes de réseaux sociaux qui constituent une sorte de « **capital social** ».

Elle a besoin de « **sérendipité** ». Isaac Joseph aimait beaucoup cette notion. Elle signifie la capacité à trouver ce que l'on ne cherchait pas, à exploiter et à gérer l'imprévu. Le mot a été créé vers 1750 par Horace Walpole, un écrivain anglais contemporain de Voltaire et inventeur de l'écriture automatique.

Il est apparu dans le vocabulaire des sciences cognitives en 1945 pour désigner un mode de découverte ou d'invention, puis, dès les années 1950, il a été utilisé par la sociologie américaine.

L'un des exemples classiques est celui qu'a étudié Anna Saxenian, qui a montré que la Silicone Valley avait battu la route 128 de Boston lors du développement de la micro-informatique parce qu'elle offrait des occasions de rencontres professionnelles et extraprofessionnelles bien plus nombreuses et aléatoires que les grandes entreprises intégrées repliées à l'intérieur de leurs bâtiments.

La ville doit donc disposer de lieux qui attirent des gens différents et pour des raisons distinctes sans planification. C'est cela l'esprit de la ville.

La ville comme actif intangible

Dans le contexte du développement du **capitalisme de la connaissance et de l'information**, les villes représentent une force productive spécifique par leur potentiel cognitif et informationnel. Mais il s'agit d'une sorte d'actif intangible, difficile à mesurer, à maîtriser et à gérer.

La marchandise connaissance ne fait pas ce que Marx appelait le « saut mortel » qu'effectuent les autres marchandises lorsqu'elles sont utilisées, la connaissance, elle, reste. La part prise par les connaissances dans les procès de production des biens et des services engendre ce que certains qualifient de « dématérialisation » de l'économie. La valeur se crée en effet aujourd'hui davantage là où se concentrent les tâches et les fonctions de type cognitif, dans la mise en œuvre du potentiel réflexif.

Les territoires ruraux ont appris à gérer les AOC (appellations d'origine contrôlée). Certaines villes s'essaient aujourd'hui à cette démarche, mais il n'est pas facile de transformer des images et des imaginaires collectifs en véritables marques. Certaines réussites de **marketing urbain** cependant montre que cela est possible (Bilbao)

La ville n'est pas en train de disparaître, dissoute dans l'urbain comme l'affirme Françoise Choay, ou dévitalisée par ce que Marc Augé qualifie de « non-lieux ». C'est une autre ville et d'autres lieux qui apparaissent.

La ville et les « bobos »

Ce qui peut séduire donc les couches sociales qualifiées, au-delà de leur diversité sociale, culturelle, démographique, tient à quelques grands principes :

1. la qualité de la vie urbaine, c'est-à-dire pas de pollution, pas trop d'encombrements, un parc résidentiel varié en centre-ville et en périphérie, de bon niveau et pas trop cher une vie culturelle intense et diversifiée ; des équipements de loisirs nombreux et facilement accessibles; des écoles de qualité, si possible bilingues lorsque la ville n'est pas dans un pays anglophone, des universités ; des commerces dynamiques ; des hôpitaux réputés...
2. un marché de l'emploi qualifié large et diversifié, qui doit permettre l'emploi éventuel des deux membres d'un ménage, et qui doit surtout rendre possible une mobilité professionnelle
3. des lieux à valeur symbolique forte, qui permettent aux identités individuelles d'utiliser des éléments valorisés par le regard des autres, en particulier par celui des touristes.

Les quatre expériences de la ville en Ile de France

Les urbains de la région parisienne peuvent se répartir en 4 groupes types ayant des expériences différentes de la ville :

- 1) Une ville dense, riche en équipements, de plus en plus habitée par des gens qui ont un usage fréquent de ces équipements et de la centralité. Ce sont largement des couches favorisées. (environ 40% de la population totale)
- 2) Une ville en périphérie avec des gens qui ont un moins grand usage de la ville dense. Il s'agit de l'image du périurbain, de l'habitat pavillonnaire. Une petite partie d'entre eux aimerait bien y retourner mais le prix des logements rend ce retour impossible. La majeure partie de cette population fait un compromis entre la ville dense et la campagne. De fait, ces gens vont de leur zone résidentielle à leur zone d'activité en voiture dont ils sont dépendants : ce compromis leur convient, même s'il revient très cher en transports. (40% de la population)
- 3) Une « ville » qui regroupe des gens qui ont quasiment choisi la ruralité et qui vont encore plus loin pour retrouver l'imaginaire néorural. (10% de la population)
- 4) Une dernière ville, celle des grands ensembles, avec des gens qui sont pratiquement assignés à résidence, touchés par le chômage, parfois enclavés, où vivent des personnes moins touchées par le fonctionnement de la solidarité réflexive. (10% de la population)